



Déclaration de la FSU au CHSCT A du 7 septembre 2020

Madame la Rectrice,

Au printemps dernier, la crise sanitaire a conduit à prendre des décisions dans une relative urgence qui ont pu, un certain temps, rendre difficile toute anticipation. Ce n'est pas le cas de cette rentrée 2020. Le contexte, bien qu'évolutif, était connu et cette rentrée effectuée dans des conditions inédites aurait pu être préparée. Il n'en a rien été malgré les alertes et les propositions faites par la FSU. Tout est fait tant au plan national qu'académique pour que cela ne se passe pas dans des conditions optimales. Encore une fois, les personnels ont préparé la rentrée au gré des déclarations médiatiques du Ministre, parfois contradictoires, le plus souvent déconnectées des réalités du terrain. La promesse d'une rentrée « *la plus normale possible* » ne suffit à garantir l'accueil et la scolarisation des élèves dans des conditions sanitaires sécurisées et des conditions pédagogiques adaptées permettant la réussite de toutes et de tous. La consultation des CHSCT, au niveau ministériel comme local aurait pu éviter l'impréparation généralisée constatée à cette rentrée, nourrie d'informations contradictoires et laissant les personnels livrés à eux-mêmes avec le même niveau d'information que les usagers. Beaucoup d'académies ont fait le choix de réunir le CHSCTA avant la rentrée afin d'anticiper les questions qui se faisaient jour. Malgré nos demandes répétées, vous n'avez pas fait ce choix et il faut attendre aujourd'hui, une semaine après la rentrée, pour avoir les premiers échanges sur les conditions sanitaires d'une rentrée anxiogène, tant pour les personnels que pour les usagers. C'est ici un signal négatif quant aux attributions en matière de prévention de notre instance. Pourtant, beaucoup reste à construire pour tenter de garantir santé et sécurité aux agents.

Une carence manifeste d'information

La publication de la circulaire de rentrée le 10 juillet comme celle d'un nouveau protocole sanitaire en catimini fin juillet ne permettaient pas la nécessaire anticipation. En effet, ce dernier, vidé de tout contenu, laisse la plus grande part des arbitrages à l'appréciation des chefs d'établissements mais aussi des directrices et directeurs d'écoles. Son seul objectif semble être de garantir l'accueil de tous les élèves, quelles qu'en soient les conditions.

Il a fallu attendre le 31 août 2020 pour obtenir les premiers éléments concrets envoyés par la chaîne hiérarchique, notamment la foire aux questions, très loin de répondre à toutes les questions qui se posent. Il est bien entendu que les personnels n'ont pas attendu la pré-rentrée pour la préparer et répondre aux légitimes interrogations des usagers.

Une carence d'adaptation des conditions de scolarisation

Alors que le Ministre qualifie de « catastrophe éducative » la période de confinement, aucune adaptation concrète n'a été mise en œuvre : quelle prise en charge sociale, médicale et pédagogique des élèves les plus fragiles ? Ce ne sont pas les « vacances apprenantes » ou HSE distribuées qui font une politique de prise en charge. Alors que les élèves de SEGPA, parmi les plus fragiles du système éducatif, étaient identifiés comme le plus fort taux d'élèves « non répondant » pendant la période de confinement, la dégradation de leur taux d'encadrement se poursuit ! Les classes ont

elles été allégées ? Des moyens spécifiques ont ils été alloués? Non. Le Ministère mise une nouvelle fois sur le sur-investissement des agents. Au niveau local, les ajustements ont été fait pendant les vacances voire même à la rentrée.

Par la voie de la secrétaire du CHSCT, la FSU n'a eu de cesse d'alerter les autorités sur la nécessité impérieuse de tenir des CHSCT avant la rentrée.

C'est dans ce contexte, qu'après une dernière audience en urgence vous convoquez un CHSCTA le vendredi soir pour le mardi après midi avant de déplacer encore l'instance, du jour pour le lendemain, en matinée, à 10h , empêchant une préparation de l'instance par les représentants du personnel et limitant de fait le temps des débats. C'est faire bien peu de cas de l'engagement des représentants du personnel dans leurs écoles et établissements, des usagers auprès desquels ils s'engagent comme du nécessaire travail de préparation des instances de dialogue social. Nous dénonçons vivement une telle pratique qui malheureusement se répète.

Par ailleurs, ce CHSCTA sollicité par la FSU se tient une nouvelle fois en visio-conférence alors que chaque personnel a fait les réunions de début d'année en présentiel, sans disposition suffisante assurant une distanciation physique convenable. Que peut justifier un tel choix ?

C'est dans ce contexte dégradé de dysfonctionnement de notre instance que nous participerons aux débats. Nous espérons vivement, dans l'intérêt des personnels et des usagers, que des réponses claires et coordonnées seront apportées aux nombreuses questions qui ne trouvent pour l'heure de réponse ou alors des réponses contradictoires. Plus encore, nous voudrions, Mme la Rectrice, que toutes vos réponses et décisions prises dans notre instance soient rigoureusement et strictement communiquées et appliquées sur le terrain. Il serait bon qu'un relevé de vos décisions soit immédiatement transmis à tous les personnels de l'Académie.

La FSU attend qu'enfin une réelle politique d'amélioration des conditions de travail des agents et de garantie de leur santé -psychologique et physique- et sécurité au travail soit élaborée et mise en œuvre. La période toute particulière que nous traversons appelle à accélérer cette démarche, la transformer en actes politiques qui apportent des réponses concrètes et accompagnent la transformation quotidienne des métiers à laquelle ils sont confrontés.